



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Marseille, le

26 NOV. 2003

Dossier suivi par : Monsieur ARGUIMBAU

☎ 04.91.15.69.35.

PA/PAY

N° 2003-373/1-2003 A

### ARRÊTÉ

**autorisant la Société LABORATOIRES ET SERVICES  
KODAK à exploiter un atelier de traitement et  
développement de surfaces photosensibles à base  
argentique à VITROLLES**

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment le Livre V - Titre 1<sup>er</sup>,

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

**VU** la demande présentée par la Société **LABORATOIRES ET SERVICES KODAK** située 26 rue Villiot 75594 Paris Cedex 12, en vue d'être autorisée à exploiter un atelier de traitement et développement de surfaces et développement de surfaces photosensibles à base argentique situé 1, impasse de Grèce, ZI de l'Anjoly - 13127 Vitrolles,

**VU** les plans de l'établissement et des lieux environnants,

**VU** l'arrêté n° 2003-35/1-2003 A du 11 février 2003 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique en Mairies de VITROLLES, LES PENNES-MIRABEAU, et SAINT-VICTORET du 17 mars 2003 au 17 avril 2003 inclus,

**VU** l'avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du **18 février 2003**,

**VU** l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du **25 février 2003**,

**VU** l'avis du Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la formation professionnelle en date du **14 mars 2003**,

**VU** l'avis du Conseil Municipal de SAINT- VICTORET en date du **31 mars 2003**,

**VU** l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du **5 mai 2003**,

**VU** l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du **12 mai 2003**,

**VU** l'avis et le rapport du commissaire enquêteur en date du **24 mai 2003**,

**VU** l'avis du Conseil Municipal de VITROLLES, en date du **27 mai 2003**,

**VU** l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du **12 juin 2003**,

**VU** l'avis du Sous-Préfet d'ISTRES du **4 juillet 2003**,

**VU** l'avis du Sous-Préfet d'AIX EN PROVENCE du **18 juillet 2003**,

**VU** les rapports du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, en dates des 22 novembre 2002 et **29 septembre 2003**,

**VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du **23 octobre 2003**,

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature de l'environnement,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1**

#### **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

##### **ARTICLE 1**

**1.1** – La société LABORATOIRES ET SERVICES KODAK dont le siège social est situé 26, rue Villiot 75594 - PARIS Cedex 12 - est autorisée à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitement et développement de surfaces photosensibles à base argentique, au numéro 1, Impasse de Grèce, ZI de l'Anjoly – 13127 VITROLLES - sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

**1.2** - La présente autorisation est accordée pour les activités relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ci-après :

NATURE DES ACTIVITES	VOLUME DES ACTIVITES	RUBRIQUE	REGIME (1)
Traitement et développement de surfaces photosensibles à base argentique	1 600 000 m <sup>2</sup>	2950-2a	A
Installations de compression et de réfrigération	60 kW	2920-2b	D
Atelier de charge d'accumulateurs	4,8 kW	2925	NC
Installation de combustion	696 kW	2910	NC
Dépôts de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	213 m <sup>3</sup>	1530	NC
Entrepôts couverts de stockage	34 t	1510	NC

(1) A : autorisation – D : déclaration – NC : non classé

**La capacité de production du laboratoire permet de développer annuellement 2,5 millions de pellicules photos représentant 1 600 000 m<sup>2</sup> de surfaces photosensibles à base argentique.**

## **ARTICLE 2**

### **2.1 - Modifications**

*Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Bouches-du-Rhône avec tous les éléments d'appréciation.*

### **2.2 - Accidents ou incidents**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

- Un compte rendu écrit de tout accident ou incident est conservé sous une forme adaptée.
- Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.
- Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

### **2.3 - Contrôles et analyses**

*Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.*

### **2.4 - Enregistrements, rapports de contrôle et registres**

*Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté doivent être conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspection des installations classées qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.*

### **2.5 - Consignes**

*Les consignes prévues par le présent arrêté doivent être tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.*

### **2.6 - Cessation d'activité définitive**

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il adresse au Préfet des Bouches-du-Rhône dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et doit comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

### **2.7 - Insertion de l'établissement dans son environnement**

- L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à assurer l'intégration esthétique du site dans son environnement.
- L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

## TITRE 2

### PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

#### **ARTICLE 3 – Prévention des nuisances sonores et vibrations**

**3.1** - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

**3.2** - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins visés à l'article 3.4 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau ci-après :

Période	Niveaux de bruit admissibles en limites de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée	
		bruit ambiant entre 35 et 45 dB(A)	bruit ambiant supérieur à 45 dB(A)
<b>Jour</b> : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	65 dB(A)	6 dB(A)	5 dB(A)
<b>Nuit</b> : 22h à 7h <u>ainsi que les dimanches et jours fériés</u>	55 dB(A)	4 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux limites de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, noté  $L_{A\text{ eq, T}}$ .

#### **3.3 – Contrôle des émissions sonores**

**3.3.1** – Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

**3.3.2** – Cette mesure doit être effectuée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

### **3.4 - Circulation des véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur et à l'extérieur du site et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage sont conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

**3.5 -** L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **3.6 - Vibrations**

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **ARTICLE 4 – Prévention des pollutions atmosphériques**

### **4.1 - Captage et épuration des rejets**

**4.1.1 –** Les installations sont conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

**4.1.2 -** Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, placés de manière à réaliser des mesures représentatives.

La forme des cheminées, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés.

### **4.2 - Envois**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations adoptent les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), convenablement nettoyées et arrosées en tant que de besoin ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### 4.3 – Contrôle des émissions

- Quantité maximale de rejets de gaz autorisés à l'atmosphère

Débit des ventilations des installations : 600 m<sup>3</sup>/h.

Rejet concerné	Débit massique horaire en kg/h	Concentration mg/m <sup>3</sup>
COV exprimé en C total	0,010	20

### 4.4 - Réalisation des mesures

Les mesures mentionnées à l'article 4.3 ci-dessus, sont obligatoirement effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, selon les méthodes normalisées en vigueur. Elles sont effectuées par un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

Les résultats de ces contrôles sont exprimés conformément aux prescriptions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Une fois par an, des mesures doivent être réalisées en sortie de cheminée d'extraction du laboratoire pour vérifier d'une part les concentrations du stabilisateur C 41 constitué de formaldéhyde et de méthanol, et d'autre part, les concentrations en COV exprimé en C total, par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats de l'ensemble de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, dans le mois suivant leur réalisation.

### 4.5 – Odeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et dans l'exploitation des installations afin de limiter les nuisances olfactives.

## ARTICLE 5 – Prévention de la pollution des eaux

### 5.1 - Consommation en eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et dans l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

### 5.2 - Alimentation en eau

Les installations sont alimentées par le réseau public de distribution.

Les ouvrages de raccordements sur les réseaux publics sont équipés de dispositifs de disconnexion ou d'un système équivalent qui rend impossible les retours d'eau dans les réseaux publics.

### **5.3 - Collecte des effluents liquides**

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales collectées sur le site des diverses catégories d'eaux susceptibles d'être polluées.

Un plan des réseaux de collecte doit être établi et régulièrement mis à jour.

### **5.4 – Conditions de rejet des effluents liquides**

#### **5.4.1 - Eaux vannes**

Les eaux vannes (sanitaires, douches et lavabos) sont traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur avant rejet dans le réseau de la zone industrielle.

#### **5.4.2 – Eaux pluviales**

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.

Les deux points de rejets d'eaux pluviales sont équipés d'un séparateur d'hydrocarbures ; le délai de réalisation est fixé au plus tard pour le **1<sup>er</sup> juin 2004**.

#### **5.4.3 – Eaux industrielles résiduelles**

Les eaux industrielles collectées doivent être traitées avant d'être acheminées vers la station collective de la commune de VITROLLES.

Le raccordement à la station d'épuration collective doit faire l'objet d'une convention avec la commune de VITROLLES ; une copie signée de cette dernière est adressée à l'Inspection des Installations Classées.

Les installations de traitement sont correctement conçues, exploitées, surveillées et entretenues. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### **5.5 – Qualité des effluents**

**5.5.1** - La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.

#### **5.5.2 - Valeurs limites d'émissions**

Les valeurs limites de concentration et de flux journalier imposées aux effluents industriels résiduels à la sortie des installations de traitement avant raccordement à la station d'épuration communale sont :



	Concentration	Flux journalier moyen	Flux journalier maximum (*)
Débit d'effluents		40 m <sup>3</sup>	60 m <sup>3</sup>
MES	30 mg/l	1 kg	1,5 kg
DCO	270 mg/l	9 kg	15 kg
DBO <sub>5</sub>	130 mg/l	4,5 kg	7 kg
Ag	1 mg/l	0,03 kg	0,05 kg
Métaux totaux (**) (à l'exception du fer)	< 15 mg/l	0,5 kg	0,7 kg
Fe	3 mg/l	0,1 kg	0,15 kg

(\*) période de juillet et août

(\*\*) Zn, Cu, Ni, Al, Cr, Cd, Pb, Sn

- La consommation des eaux de lavage doit être égale au plus à 15 l/m<sup>2</sup> pour tous les traitements, à l'exception du procédé inversible couleur (procédé E6).
- Pour le calcul de la surface traitée, la totalité des surfaces photosensibles est prise en compte.

## 5.6 – Surveillance des rejets

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, le point de rejet est équipé de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons,
- des mesures directes.

Des contrôles hebdomadaires des rejets (concentration et flux) doivent être réalisés par l'exploitant sur les paramètres suivants : débit, pH, MES, DCO, Ag, Fe ; les m<sup>2</sup> de surfaces traitées sont relevés.

La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu. Les mesures journalières pour les polluants énumérés sont réalisés sur un échantillon moyen prélevé sur une durée de 24 h proportionnellement au débit.

Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Sur demande justifiée de l'exploitant, l'inspection des installations classées peut modifier les paramètres et ou les fréquences des contrôles de l'autosurveillance.

Au moins une fois par an, les mesures sur tous les paramètres, y compris DBO5 et métaux totaux sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

## **5.7 - Conditions de rejet**

**5.7.1** - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur.

**5.7.2** - Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits.

## **5.8 - Prévention des pollutions accidentelles**

**5.8.1** - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

### **5.8.2 - Stockages**

Le stockage de tout liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir.
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptible de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Aucun stockage, de quelque produit que ce soit, n'est autorisé sous le niveau du sol.

### **5.8.3 - Manipulation et transfert de produits**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes ainsi que les aires de manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont étanches et reliées à des rétentions correctement dimensionnées.

Cette disposition concerne en particulier les aires où sont utilisées des tuyauteries souples démontables. Les opérations de transfert de produits à l'aide de ces tuyauteries sont effectuées sous la surveillance constante d'une personne.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir ; elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes et correctement protégées.

#### **5.8.4 – Rétention des eaux d'extinction d'incendie**

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, doivent être confinées dans une aire de rétention d'une capacité minimale de 260 m<sup>3</sup> avant d'être rejetées dans des conditions conformes au présent arrêté ou éliminées comme déchets ; une vanne à fermeture rapide équipe les deux rejets pluviaux et une procédure d'intervention est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ; le délai de réalisation de ces équipements est fixé au plus tard pour le 1<sup>er</sup> juin 2004.

### **5.9 - Conséquences des pollutions accidentelles**

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir tous les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.

## **ARTICLE 6 - SÉCURITÉ**

### **6.1 - Dispositions générales**

#### **6.1.1 - Contrôle de l'accès**

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

#### **6.1.2 - Localisation des risques et zones de sécurité**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et, si nécessaire, rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

### **6.1.3 - Conception des bâtiments et des installations**

Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

L'entrepôt du laboratoire est isolé par des murs et planchers haut coupe-feu de degré 1 heure ; un cloisonnement en dur isole la zone où sont situés les compresseurs avec celle du stockage des matières premières consommables.

Les baies de communication créées dans ces parois doivent être équipées de portes coupe-feu de degré ½ heure munies, soit de ferme portes soit d'un système de fermeture automatique asservi à la détection incendie.

Le démantèlement de la cuve fuyarde de 3000 l recevant les rejets accidentels des ateliers avec excavation des terres impactées est effectuée **avant la fin de l'année 2003**.

Pour l'ensemble des locaux, des dispositifs de désenfumage mécanique ou naturel sont créés conformément à l'instruction technique n° 246 du règlement des établissements recevant du public (arrêté du 25 juin 1980).

Un organisme agréé atteste, **dans l'année suivant** la parution de cet arrêté, que l'ensemble des prescriptions de cet article ont été réalisées.

### **6.1.4 - Voies de circulation**

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

Un plan de circulation des véhicules et engins à l'intérieur de l'enceinte du site est établi par l'exploitant.

Des axes prioritaires de circulation sont définis afin que soit écarté tout risque de collision entre les camions et les autres véhicules circulant sur le site.

Des panneaux de signalisation sont mis en place pour matérialiser ces axes prioritaires.

### **6.1.5 - Matériel électrique**

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

**6.1.6 - Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.**

#### **6.1.7 - Protection contre la foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement doivent être protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

### **6.2 - Exploitation des installations**

#### **6.2.1 - Produits dangereux - Connaissance et étiquetage.**

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition.

Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale.

Dans chaque installation ou stockage (réacteurs, réservoirs, fûts, entrepôts...) leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.

Les réservoirs fixes sont équipés d'une alarme de niveau haut, locale ou reportée, déclenchant une action manuelle et/ou automatique arrêtant le remplissage.

#### **6.2.2 - Surveillance et conduite des installations**

L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.

Arrêt d'urgence :

Les opérateurs doivent avoir la connaissance immédiate de la valeur des paramètres permettant d'apprécier toute dérive par rapport aux conditions normales et sûres de l'exploitation.

Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise sécurité en cas de nécessité telle que :

- déclenchement des alarmes associées aux systèmes de détection ;
- dérive du procédé au-delà des limites fixées ;
- incident ou accident dans l'installation, dans son environnement ou dans l'établissement.

### 6.2.3 - Consignes d'exploitation

Les opérations dangereuses, font l'objet de consignes écrites, mises à disposition des opérateurs.

Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongé, opérations d'entretien).

Elles précisent :

- les modes opératoires,
- la nature et la fréquence des contrôles permettant aux opérations de s'effectuer en sécurité et sans effet sur l'environnement,
- les instructions de maintenance et nettoyage,
- les mesures à prendre en cas de dérive,
- les procédures de transmission des informations nécessaires à la sécurité pour les opérations se prolongeant sur plusieurs postes de travail.

### 6.2.4 - Consignes de sécurité

Des consignes écrites, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi ) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux,
- déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.

Ces consignes précisent également les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définie précédemment.

### 6.2.5 – Travaux

Hormis les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable, toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivrée par une personne autorisée.

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux.

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation, les dispositions de surveillance à adopter. Ce dossier est validé par la hiérarchie.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple, et réalisées par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

#### **6.2.6 - Vérifications périodiques**

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur. Le résultat de ces vérifications doit apparaître sur un registre de sécurité.

**6.2.7 -** Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **6.3 - Moyens d'intervention**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie, appropriés aux risques, conformes aux normes en vigueur et doit comprendre au minimum :

- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter, avec un débit et une pression suffisants, indépendants de ceux des appareils d'incendie ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les moyens de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système de détection d'incendie dans le laboratoire ;
- de robinets d'incendie armés, répartis dans les locaux en fonction des dimensions de l'installation et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.

### **6.4 - Protections individuelles**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

## **6.5 - Formation du personnel**

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

## **ARTICLE 7 - DÉCHETS**

### **7.1 - Dispositions générales**

**7.1.1** - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

Tous les déchets industriels spéciaux, générés par l'activité de l'entreprise, sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant.

### **7.2 - Récupération - Recyclage - Valorisation**

**7.2.1** - Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

**7.2.2** - Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre,... doit être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation.

**7.2.3** - Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

### **7.3 - Stockages**

**7.3.1** - Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts de déchets soient tenus en état constant de propreté et ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envois) ;
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques). A cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés dans des aires formant cuvette de rétention et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées ;
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

#### **7.3.2 - Stockage en emballages**

Pour les déchets dangereux, l'emballage porte systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.



Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve :

- qu'il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- que les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus.

#### 7.4 - Élimination des déchets

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet.

L'exploitant établit un bilan récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

Les emballages industriels sont éliminés conformément au décret n° 94-409 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

### TITRE 3

#### **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES** **A CERTAINES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 8 - Atelier de traitement et développement de surfaces photosensibles à base argentique**

##### **8.1 – Volumes des bains et rétentions associées du laboratoire**

	<b><u>Capacité des bains</u></b> <b>de traitement en l</b>						<b><u>Rétention</u></b> <b>en l</b>
	REVE	BLANC H	BLEAC H	FIX	LAV	STAB	
Train film n° 1	250	350		350		120	544
Train film n° 2	350	450		450		175	790
Train papier n° 1	440		440		300 X 3		895
Train papier n° 2	1080		1080		500		1330
3 Minilab IP	19		19			45	3 X 60
Minilab 2402	60		60			97	135

## 8.2 – Procédés de désargementation

### 8.2.1 – Désargementation du fixateur (C41)

<u>Procédé C41 existant</u>	<u>Procédé C41 mis en place le 31/03/04</u>
Le fixateur est recyclé en boucle et réintroduit, après désargementation, dans le bain en cours d'utilisation. Le trop-plein du bain à désargenter subit une désargementation finale avant d'être évacué en tant que DIS.	Le procédé de désargementation n'évolue pas. L'évolution provient de la régénération du bain de fixateur qui permet de récupérer le fixateur à hauteur de 50 % et de le réintroduire dans le bain de fixateur qui subit une première désargementation en boucle puis une désargementation finale.

### 8.2.2 – Désargementation du bain de blanchiment-fixage et du lavage réduit (RA100)

<u>Procédé RA100 existant</u>	<u>Procédé RA100 mis en place le 31/03/04</u>
Le trop-plein de blanchiment-fixage est envoyé dans une cuve tampon pour subir, en mélange avec le trop-plein du lavage réduit et du fixateur (C41) une désargementation finale (en discontinu, par bâchée). Une fois désargenté, il est collecté et éliminé en tant que DIS.	La désargementation finale se fait séparément, d'un côté le trop-plein de blanchiment-fixage en mélange avec le fixateur (C41) et de l'autre le trop-plein du lavage réduit. Le trop-plein du blanchiment-fixage, une fois désargenté, est régénéré à hauteur de 90 % pour alimenter le bain d'entretien nécessaire à l'appoint du bain de blanchiment-fixage.

## ARTICLE 9

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes les autorisations administratives prévues par les textes autres que le Code de l'Environnement, Livre V - Titre 1<sup>er</sup>.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitant à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

## ARTICLE 10

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 11 :**

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II, titre III du code du travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

**ARTICLE 12 :**

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, des services d'Incendie et de Secours, de l'inspection des Installations Classées, de l'inspection du Travail et des services de la Police de l'Eaux.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L-511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaire, ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue, conformément aux dispositions des articles L-514-1 et L-514-2 du code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de 3 ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant 2 années consécutives.

**ARTICLE 13**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence,
- Le Sous-Préfet d'Istres
- Les Maires de Vitrolles, Pennes-Mirabeau, et Saint-Victoret,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- / - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

26 NOV. 2003

Marseille, le

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

**Emmanuel BERTHIER**